

# Service public, politique publique

## La fin de l'intérêt général, ou l'abandon du peuple

**Respectable Loge, L'Aurore Sociale, Orient de Troyes, Région 4**

### **Mots clefs : Service public**

La crise sanitaire a mis en lumière le fonctionnement du service public en général et plus précisément celui de la santé. La politique publique de restriction mis en place depuis une vingtaine d'année a produit des effets au contact du réel à savoir la pandémie du COVID 19.

En effet les ARS créées en 2009 pour maîtriser les coûts de la santé, jugés trop importants « rationaliser l'offre de soins » en langage techno.

Cette simple présentation décrit déjà en grande partie, la vision moderne du service public et de leurs politiques à savoir réduire des coûts et donc des services au profit de tous, et donc affaiblir l'intérêt général. Voilà en quoi se résument les politiques publics : réduire les coûts encore et toujours, partout à l'école, dans les armées, dans la culture... L'ensemble du domaine public doit être géré vers le bas. Mais c'est la négation même de la notion de service public qui ne pourra jamais être « rentable ». D'ailleurs les directeurs d'ARS sont notés en fonction du nombre de lits fermés et du nombre de postes supprimés. Il s'agit donc bien de réduire le service public.

De politique public, il ne reste plus grand-chose. Seul le mot demeure vidé de son sens. Pourquoi ? Tout simplement car réduire des coûts, gérer des moyens constamment à la baisse jusqu'à l'absurde, c'est exactement l'opposé d'une politique public.

Bien sur ce système a été présenté et vendu comme un moyen de « rationalisation » « d'efficience » faire mieux avec moins encore du langage techno pour cacher la réduction drastique des moyens, et donc d'abandonner les plus faibles. Qui peut être contre faire des économies ? Mais aujourd'hui nous voyons les effets de cette politique : des morts et une crise sanitaire puis économique.

C'est donc une vision purement comptable à très court terme qui s'est imposée.

Alors qu'une politique publique digne de ce nom doit être ambitieuse et affirmer une qualité au nom de l'intérêt général et surtout une vision sociale sur le long terme. Une politique publique c'est un investissement. Le plus important c'est le bien commun et non les intérêts particuliers.

Mais l'horizontalité s'est imposée. Désormais tout se vaut le public comme le privé, quelle différence ? Les très hauts fonctionnaires n'arrêtent pas de faire des allers et retours constants entre les banques d'affaires et les ministères, se servant de leurs réseaux pour s'enrichir. Pour eux il n'y a plus de différence entre secteur privé et public tout est égal. Comment pourraient-ils intégrer l'intérêt général ? Le service public est donc bien en train de mourir et la crise sanitaire ne le fera pas renaître de ses cendres tel le phénix. Elle est bien son acte de décès. L'amputation des moyens va continuer y compris à l'hôpital ainsi l'ARS de Nancy propose déjà de supprimer 600 lits. Et bien qu'elles aient clairement montré leurs incompétences les ARS ont déjà repris le pouvoir dans les hôpitaux et le ministre de la santé propose de les renforcer dans leurs prérogatives.

Cette vision est pourtant bien une erreur historique. En effet face à une crise, seul l'intérêt général est important et le service public permet d'y faire face (armée en temps de guerre, police en temps d'émeute et d'attentat, hôpital en temps de pandémie...).

Pour se faire, il convient de réaffirmer la noblesse du service, voire sa grandeur et arrêter de le dénigrer constamment en affirmant de façon continue qu'il coûte trop cher. Et de laisser l'agent de l'état à la base du système qui lui a encore le sens du service public, agir au profit de tous et ne plus entraver son action avec des structures parallèles de gestion et de contrôle qui coûtent des fortunes et qui n'apportent rien dans le service rendu au public, voire même qui l'entravent. Ainsi de plus en plus d'agences parallèles aux administrations sont créées, rajoutant des structures.

Il faut arrêter de plaquer le fonctionnement de l'entreprise dans le service public. Nous en voyons les résultats, perte de sens et de moyens et surtout déshumanisation, sans service public digne de ce nom plus de société ni de protection des populations.

En plus il s'agit bien de vision caricaturale et souvent obsolète de l'entreprise qui tente d'être appliquée et plaquée sur l'administration.

L'état devient impuissant et passe pour faible. C'est alors les intérêts particuliers qui dominant. Les plus puissants en profitent et tirent profit de la situation.

Cette question du service public est au cœur même de la société et de notre modèle républicain (res publica = la chose publique, gouverner selon le bien du peuple). Sans service public réel l'état ne peut

remplir cette mission. L'affaiblissement du service public c'est l'affaiblissement de l'état et à terme sa perte.

En France ce qui a sauvé le système se sont les hommes et les femmes animés par l'esprit du service public qui ont accompli leur devoir républicain, souvent en mettant leur santé en jeu, certains en sont morts. C'est pourquoi l'esprit du service public est vivant à travers ces agents qui au contact de la population font vivre quotidiennement la république.

Mais souvent ils sont entravés, dénigrés par une techno structure qui n'a plus le souci du bien commun et des populations. Pour elle, seules les économies comptent. À la grandeur de la mission, elle a choisi la petitesse de la gestion comptable.

Vouloir gérer un service public comme une entreprise s'est un oxymore, c'est-à-dire l'alliance impossible de deux opposés. Le tout économique ne peut laisser de la place à l'intérêt général et encore moins à l'idéal républicain. En effet l'utopie libérale pense que la somme des intérêts particuliers entrainera logiquement l'intérêt général. Il s'agit bien d'une utopie car les intérêts particuliers demeurent des intérêts individuels le plus souvent égoïstes qui s'affrontent sans souci du bien général. Puisque l'intérêt du plus fort économiquement dominera au détriment des faibles restants.

Dans ce monde libéral économiquement et socialement, les pauvres, les miséreux sont donc abandonnés. On leur laisse quelques aides pour maintenir un semblant fragile de paix social. Mais l'exclusion et surtout l'inégalité règnent. D'où ce sentiment de déclassement et d'abandon d'une partie de plus en plus importante de la population qui se paupérise. Et surtout ne se sent plus écoutée et prise en charge par la puissance publique.

Pour conclure le service public est mort politiquement à cause du libéralisme et de sa logique du tout économique. Vivant dans l'esprit des agents qui le font au quotidien parfois contre leur hiérarchie et leur techno structure. Mais surtout le service public est attendu par les plus faibles comme les gilets jaunes qui l'ont réclamé à cor et à cris leur de leurs manifestations.

Le retour du service public serait le signe du retour de l'état. Or celui-ci est désormais trop affaibli dans l'Europe libérale et des traités de libre échange économique.

Mais quelle forme peut prendre cet État pour faire face aux besoins publics doit-il être plus décentralisé ?

Lors de la crise du COVID le rôle des collectivités s'est affirmé. Ainsi les maires ont pleinement rempli leurs missions de proximité. Les présidents des grandes régions et des départements ont aussi pris des décisions pour protéger leur population.

Comme le disait Louis Napoléon BONAPARTE « On peut gouverner de loin, mais qu'on administre bien que de près. »

Une solution d'avenir est peut-être de continuer cette décentralisation. D'ailleurs les grandes régions souhaitent récupérer des compétences des ARS.

La question du niveau du service public se pose proche local ou éloigné dans une capitale. Faut-il passer du jacobinisme au girondisme ?

L'utilisateur demande lui de la proximité pour ne pas se sentir abandonné.